

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

[C – 2019/42051]

20 SEPTEMBRE 2019. — Arrêté du Gouvernement de la Communauté française relatif aux cabinets des Ministres du Gouvernement de la Communauté française, au Secrétariat du Gouvernement de la Communauté française et au SePAC

Le Gouvernement de la Communauté française,

Vu la loi spéciale de réformes institutionnelles du 8 août 1980, telle que modifiée;

Vu le décret du 20 décembre 2011, portant organisation du budget et de la comptabilité des Services du Gouvernement de la Communauté française, tel que modifié;

Vu le décret du 13 novembre 2015 portant assentiment à l'accord de coopération entre la Région wallonne, la Communauté française et la Commission communautaire française en matière de gratuité des détachements dans les Cabinets ministériels;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 13 décembre 2012 portant diverses mesures relatives à l'exécution du budget et aux comptabilités budgétaire et générale, tel que modifié;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 28 novembre 2013 portant organisation des contrôle et audit internes budgétaires et comptables ainsi que du contrôle administratif et budgétaire;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 juillet 2014 relatif aux cabinets des Ministres du Gouvernement de la Communauté française;

Vu le protocole d'accord entre le Gouvernement wallon et le Gouvernement de la Communauté française définissant la centralisation des activités et les synergies en termes de fonctionnement et d'organisation des « Secrétariats pour l'Aide à la gestion et au Contrôle internes des cabinets (SePAC) » des Gouvernements wallon et de la Communauté française;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 19 septembre 2019 ;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 20 septembre 2019 ;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 4 août 1996;

Considérant l'urgence, la nécessité s'imposant d'assurer sans délai la continuité du fonctionnement des cabinets ministériels du Gouvernement de la Communauté française;

Sur la proposition du Ministre-Président ;

Après délibération,

Arrête :

Section 1. — Les acteurs du Gouvernement de la Communauté française

Article 1^{er}. Le présent arrêté s'applique aux acteurs du Gouvernement de la Communauté française suivants :

- les cabinets ministériels;
- le Secrétariat du Gouvernement;
- le Service permanent d'aide, de gestion, d'audit et de contrôle des cabinets ministériels (SePAC).

Art. 2. Un cabinet ministériel est par essence une instance politique. Il assiste le Ministre dans ses diverses tâches. Il n'est pas une administration tout en étant un service public. Son personnel ne peut acquérir en cours d'exercice un statut de fonctionnaire nommé à titre définitif et n'est également pas soumis à la loi du 3 juillet 1978 sur le contrat de travail. Il est soumis à une position administrative sui generis.

Art. 3. Le Secrétariat du Gouvernement fonctionne de manière autonome par rapport aux cabinets ministériels. Il est placé sous l'autorité du Ministre-Président.

Art. 4. § 1^{er}. Des missions communes à tous les secrétariats de cabinet du Gouvernement wallon et du Gouvernement de la Communauté française sont mutualisées et confiées à une cellule spécifique et permanente, commune aux deux niveaux de pouvoir dénommée « Service permanent d'aide, de gestion, d'audit et de contrôle des cabinets ministériels » (SePAC).

Etablie à Namur, elle fonctionne de manière autonome des cabinets ministériels et est placée sous l'autorité fonctionnelle du Ministre-Président du gouvernement wallon pour ce qui concerne les affaires wallonnes et du Ministre-Président du gouvernement de la Communauté française pour ce qui concerne les affaires de la Communauté française.

§ 2. Un protocole d'accord entre le Gouvernement de la Communauté française et le Gouvernement wallon définit les activités et les synergies en termes de fonctionnement et d'organisation du SePAC.

Section 2. — Synergies avec le Gouvernement wallon

Art. 5. § 1^{er}. En vue d'une gestion optimale des ressources humaines mises à leur disposition, les Ministres siégeant simultanément au sein des Gouvernements de la Communauté française et wallon, définissent l'organisation et le lieu de travail des agents de leurs cabinets.

§ 2. Dans une perspective de réduction des coûts de fonctionnement et d'économies d'échelles, ils déterminent également les conditions d'utilisation et de répartition des moyens logistiques dont ils disposent en collaboration avec le SePAC qui assurera la surveillance des inventaires et des limites budgétaires propres à chaque entité.

§ 3. La charge budgétaire des moyens logistiques liée à l'exercice de la fonction d'un agent est imputée sur les crédits de subsistance du cabinet qui prend en charge sa rémunération.

Section 3. — Plafond global des moyens de subsistance et définition de l'effectif multiplicateur de référence

Art. 6. L'Effectif multiplicateur de référence (EMR) est le nombre forfaitaire d'équivalents temps plein auquel est assorti une valeur nominale, éventuellement indexée, pour constituer le budget global d'un cabinet ministériel ou du Secrétariat du Gouvernement.

Art. 7. § 1^{er}. La valeur nominale visée à l'article 6 est fixée à 58.140 € par an par ETP. Ce montant peut être indexé (indice d'application à la date d'entrée en vigueur du présent Arrêté) et couvre le coût de la rémunération d'un agent, de ses indemnités diverses, de ses frais de fonctionnement et de patrimoine.

§ 2. Pour un Ministre, l'effectif multiplicateur de référence est de 41 ETP, pour un Vice-Président de 55 ETP et pour le Ministre-Président de 68 ETP. Cet effectif est automatiquement réduit de 5 ETP si le membre du Gouvernement de la Communauté française est ou devient en cours de législature, également membre du Gouvernement wallon, ou du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale.

Pour le Secrétariat du Gouvernement, l'effectif multiplicateur de référence est de 4 ETP.

L'effectif multiplicateur de référence ne comprend pas les experts, les techniciens de surface et les étudiants. Ceux-ci ne pourront être engagés que dans les limites des crédits budgétaires disponibles.

En ce qui concerne le SePAC, aucun effectif multiplicateur de référence n'est défini. Il dispose d'un cadre du personnel avec les moyens de subsistance, en ce compris les rémunérations, nécessaires à l'exercice de ses missions.

§ 3. Chaque Ministre peut transférer les moyens budgétaires afférents à un ETP vers un autre cabinet ministériel, ou des ETP sans moyen budgétaire. Une copie de l'arrêté de transfert est communiquée au Ministre-Président. Un original et deux copies conformes sont communiqués au SePAC.

§ 4. Lorsqu'il est désigné dans une entité, le Ministre y reste affecté à titre principal même en cas de remaniement ministériel et de désignation dans les deux entités en cours de législature.

Section 4. — Composition

Art. 8. § 1^{er}. Le cabinet d'un Ministre peut comporter les agents suivants :

- des agents de niveau 1;
- des collaborateurs dont un exerçant les fonctions de comptable et éventuellement des chauffeurs ;
- du personnel d'entretien ;
- des experts ;
- des étudiants.

Aucun agent du cabinet ne peut être parent ou allié du Ministre, jusqu'au 2^{ème} degré inclus.

§ 2. Parmi les agents de niveau 1, le cabinet d'un Ministre comporte 1 chef de cabinet. Les cabinets des Vice-Présidents et du Ministre-Président comportent maximum 2 chefs de cabinet.

Les fonctions de chef de cabinet adjoint, secrétaire de cabinet, conseiller et attaché sont exercées par des agents de niveau 1.

§ 3. Parmi les collaborateurs, le cabinet d'un Ministre comporte au maximum 5 ETP exerçant les fonctions de chauffeur. Les cabinets des Vice-Présidents et du Ministre-Président comportent au maximum 6 ETP exerçant les fonctions de chauffeur.

§ 4. Parmi le personnel d'entretien, des techniciens de surface peuvent être recrutés, à raison d'1 agent pour 10 locaux, lorsque l'entretien de tous les locaux du cabinet n'est pas confié à une firme privée.

§ 5. Des experts peuvent être recrutés dans la limite des crédits disponibles. Ils peuvent être rémunérés ou non rémunérés. Ils sont désignés à concurrence de 1/10^{ème} ou 2/10^{ème} temps ou pour un travail nettement défini. L'ensemble des experts rémunérés ne peut dépasser 1 ETP par an pour les cabinets des Ministres, 1,5 ETP par an pour les cabinets des Vice-Présidents et 2 ETP par an pour le cabinet du Ministre-Président. Les experts non rémunérés peuvent obtenir le remboursement des frais divers en relation avec l'exercice de leurs fonctions. Le nombre des experts non rémunérés est limité à 1 ETP par an pour chaque cabinet.

La totalité ou une partie du quota non utilisé par un cabinet peut être transférée vers un autre cabinet, vers le Secrétariat du Gouvernement ou vers le SePAC.

Un arrêté ministériel doit formaliser ce transfert, sans incidence budgétaire.

§ 6. Des étudiants peuvent être recrutés, à raison de maximum 1 ETP par an dans la limite des crédits disponibles.

Art. 9. Le Secrétariat du Gouvernement de la Communauté française est composé des agents suivants et limité à 4 ETP répartis comme suit :

- 2 agents de niveau 1, dont le Secrétaire du Gouvernement ;
- 2 collaborateurs.

Art. 10. § 1^{er}. Le SePAC est composé d'agents, dont les suivants sont à charge du budget de la Communauté française :

- 4 agents de niveau 1, dont un auditeur ;
- 5,5 collaborateurs dont 1 comptable et un informaticien ;
- 1 agent d'exécution.

§ 2. Afin d'avoir une légitimité juridique dans toutes les fonctions exercées, chaque agent du SePAC, excepté les agents d'exécution, se verra désigné comme expert à 1/10^{ème} temps à titre gratuit au sein de l'autre entité.

§ 3. Dans les limites des crédits budgétaires alloués au SePAC, le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française et le Ministre-Président du Gouvernement wallon peuvent désigner, en dehors du cadre autorisé, un maximum de 0,5 ETP par an chacun pour ce qui le concerne, répartis sur un ou plusieurs experts pour des missions ponctuelles ou spécifiques.

Art. 11. Peuvent être considérés comme agent de niveau 1 au sens du présent arrêté:

- les détenteurs d'un diplôme de type universitaire ou d'enseignement de type long, licence ou master;
- les détenteurs d'une expérience justifiée équivalente pour pouvoir exercer les fonctions liées à la qualité d'agent de niveau 1 au sein du cabinet. Cette expérience devra faire l'objet d'une motivation expresse dans l'arrêté ministériel de désignation, et être étayée par l'attestation dûment complétée. Dans ce cas, la qualité d'agent de niveau 1 ne vaut que pour la fonction exercée au cabinet. L'agent ne pourra pas s'en prévaloir à l'extérieur ou lors d'une législature ultérieure.

L'attestation est délivrée par le Secrétaire de cabinet et ne porte que sur les fonctions exercées au sein du cabinet.

Section 5. — Désignations et détachements

Art. 12. § 1^{er}. Les agents peuvent être désignés ou détachés d'un service public de l'Etat, d'une entreprise publique autonome, d'un organisme d'intérêt public, d'un organisme, d'un service ou d'une administration dépendant des Communautés, des Régions, des Provinces, des Communes, de la Commission Communautaire commune ou de la Commission Communautaire française, ou d'un établissement d'enseignement organisé ou subventionné.

Pour les personnes détachées dans les cabinets, il est recommandé de faire appel à des statutaires dans leur institution d'origine. Pour les personnes contractuelles et qui sont détachées dans un cabinet, il s'indique de respecter les conditions fixées par la loi du 24 juillet 1987 (Loi sur le travail temporaire, le travail intérimaire et la mise de travailleurs à la disposition d'utilisateurs).

§ 2. Les agents détachés ne peuvent rester en fonction dans leur emploi d'origine, ni continuer à en exercer, même à temps partiel, leurs attributions d'origine pendant la durée de leur détachement.

§ 3. Les dirigeants d'organismes publics détachés ou désignés dans un cabinet ministériel ou au Secrétariat du Gouvernement pour exercer les fonctions visées à l'article 8, § 2, ne prestent plus dans leur organisme d'origine, même à temps partiel.

§ 4. Les désignations et détachements des agents s'effectuent en respectant les dispositions applicables en matière de conflit d'intérêt et d'incompatibilités, telles qu'explicitées dans la circulaire exécutant le présent arrêté.

Art. 13. § 1^{er}. Les chefs de cabinet sont désignés ou détachés par arrêté du Gouvernement. L'arrêté ministériel réglant les modalités de l'entrée en fonction est pris en exécution dudit arrêté du Gouvernement.

§ 2. Les autres agents du cabinet sont désignés ou détachés par le Ministre concerné.

Art. 14. § 1^{er}. Le secrétaire du Gouvernement est désigné ou détaché par le Gouvernement avec rang de chef de cabinet dans l'hypothèse où la fonction n'est pas exercée par un des chefs de cabinets du Ministre-Président. Le Gouvernement peut déléguer exceptionnellement la fonction de Secrétaire du gouvernement lors de l'absence de ce dernier ou en cas de conflit d'intérêt.

§ 2. Les autres agents du Secrétariat du Gouvernement sont désignés ou détachés par le Ministre-Président.

Art. 15. § 1^{er}. Le directeur du SePAC est désigné ou détaché par le Gouvernement wallon sur proposition du Ministre-Président du Gouvernement wallon. Il bénéficie également d'une expertise accordée par le Gouvernement de la Communauté française afin d'assurer un lien juridique avec les deux entités.

§ 2. Les agents du SePAC à charge de la Région wallonne sont désignés ou détachés par le Ministre-Président du Gouvernement wallon.

§ 3. Les agents du SePAC à charge de la Communauté française sont désignés ou détachés par le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française.

Art. 16. Les modalités du détachement sont précisées par la circulaire exécutant le présent arrêté.

Section 6. — Allocations et indemnités

Sous-section 1. — Montants

Art. 17. § 1^{er}. Il est alloué aux agents désignés dans les cabinets ministériels une allocation annuelle de cabinet tenant lieu de traitement.

L'allocation annuelle de cabinet tenant lieu de traitement est fixée (selon l'indice 138,01) :

- pour les chefs de cabinet, à un montant compris entre 46.910,59€ et 66.115,99€ ;
- pour les agents de niveau 1, à un montant compris entre 21.112,38€ et 56.517,16€ ;
- pour les collaborateurs, à un montant compris entre 13.257,38€ et 39.981,53€ ;
- pour les experts à un montant compris entre 13.257,38€ et 66.115,99€, calculée au prorata de leur temps d'occupation ;
- pour le personnel d'entretien, un montant compris entre 13.257,38€ et 31.516,60 €.

§ 2. L'allocation annuelle de cabinet tenant lieu de traitement est suspendue après une absence de plus de trente jours. L'agent devra remplir les formalités réglementaires auprès de sa mutuelle et, le cas échéant, auprès de son administration d'origine.

Art. 18. § 1^{er}. Il est alloué aux agents détachés dans les cabinets ministériels une allocation annuelle de cabinet.

L'allocation annuelle de cabinet est fixée (selon l'indice 138,01) :

- pour les chefs de cabinet à un montant de 8.507,09€;
- pour les agents de niveau 1, à un montant compris entre 3.402,84€ et 6.465,39€;
- pour les collaborateurs, à un montant compris entre 2.381,99€ et 4.423,69€ ;
- pour le personnel d'entretien, à un montant de 2.381,99€.

§ 2. L'allocation annuelle de cabinet est suspendue après une absence de plus de trente jours et l'agent détaché contractuel devra remplir les formalités réglementaires auprès de sa mutuelle et de son administration d'origine.

Art. 19. En application de la législation en la matière, la rémunération des étudiants est fixée:

- à 7,27€ par heure pour les titulaires du certificat d'enseignement secondaire inférieur ou d'un diplôme assimilé, lors de leur entrée en fonction;
- à 7,49€ par heure pour les titulaires du certificat d'enseignement secondaire supérieur ou d'un diplôme assimilé, lors de leur entrée en fonction.

Le nombre d'étudiants pouvant bénéficier du montant de rémunération de 7,49€ par heure est limité à 50 % maximum du nombre total des étudiants pouvant être recrutés.

Art. 20. Par décision motivée, moyennant l'accord du Ministre-Président, dans les limites des crédits budgétaires alloués au cabinet, le Ministre peut solliciter une majoration des allocations annuelles de cabinet tenant lieu de traitement et des allocations annuelles de cabinet visées aux articles 17 et 18.

Les modalités d'octroi sont réglées par la circulaire exécutant le présent arrêté.

Les agents d'entretien ne peuvent bénéficier d'aucune majoration même s'ils exercent ces fonctions à temps partiel.

Art. 21. Il est accordé aux collaborateurs exerçant les fonctions de chauffeur (indice 138,01) :

1° outre leur rémunération, une allocation forfaitaire mensuelle d'un montant de 272,22€.

L'allocation forfaitaire mensuelle est portée à 476,38€ pour le chauffeur personnel du Ministre, le supplément de 204,16€ couvrant le surcroît de prestations extraordinaires auquel donnent lieu les déplacements du Ministre.

L'allocation forfaitaire mensuelle est portée à 374,30€ pour le chauffeur du chef de cabinet, soit un supplément de 102,08€.

En cas de pluralités de collaborateurs exerçant la fonction de chauffeur du Ministre ou de chauffeur du chef de cabinet, le Ministre opère la répartition de ces suppléments, au prorata des prestations, entre les différents chauffeurs ;

2° une indemnité forfaitaire annuelle liée à la pénibilité de la fonction d'un montant de 2.478,20€.

Aucune autre allocation ou indemnité ne peut leur être accordée.

Art. 22. § 1^{er}. Les agents désignés au cabinet bénéficient de l'allocation de foyer ou de résidence, du pécule de vacances, de l'allocation de fin d'année et de chèques-repas.

§ 2. Les agents détachés, statutaires ou contractuels, bénéficient de chèques-repas à charge du cabinet.

Les experts et les étudiants ne peuvent bénéficier des chèques repas.

Les modalités d'octroi des chèques repas sont réglées par la circulaire exécutant le présent arrêté.

Art. 23. § 1^{er}. Une indemnité annuelle pour télétravail régulier est octroyée aux agents qui effectuent structurellement et régulièrement une partie de leur travail à domicile et qui disposent, au sein de leur habitation, d'un espace pour effectuer leur travail.

Le montant de l'indemnité est fixé comme suit (selon l'indice santé lissé) eu égard aux fonctions exercées dans le cabinet en qualité de :

- chef de cabinet et chef de cabinet adjoint : 1.523,28€ ;
- conseiller et secrétaire de cabinet : 1.523,28€ ;
- attaché, comptable et trésorier décentralisé du SePAC : 1.248,50€ ;
- collaborateurs : 475,01€.

§ 2. Cette indemnité ne peut être octroyée aux chauffeurs, au personnel préposé à l'accueil, au personnel d'entretien, aux experts et aux étudiants.

Sous-section 2. — Modalités de liquidation et de remboursement des traitements, allocations et indemnités

Art. 24. La prise en charge du traitement des agents détachés est réglée comme suit :

1° lorsque l'employeur d'origine consent à poursuivre le paiement du traitement, l'agent obtient l'allocation annuelle de cabinet, éventuellement majorée, prévue à l'article 18 ou, pour les collaborateurs exerçant les fonctions de chauffeur, l'allocation forfaitaire mensuelle visée à l'article 21 ;

2° lorsque l'employeur d'origine réclame le remboursement du traitement, l'agent obtient l'allocation annuelle de cabinet, éventuellement majorée, prévue à l'article 18 ou, pour les collaborateurs exerçant les fonctions de chauffeur, l'allocation forfaitaire mensuelle visée à l'article 21. Le Ministre concerné rembourse au service d'origine le traitement de l'agent, le pécule de vacances, l'allocation de fin d'année et toutes autres allocations et indemnités calculés conformément aux dispositions applicables à cet agent dans son organisme d'origine, majorés, le cas échéant, des charges patronales ;

3° lorsque l'employeur d'origine suspend le paiement du traitement, l'agent obtient l'allocation annuelle de cabinet tenant lieu de traitement prévue à l'article 17 ainsi que, pour les collaborateurs exerçant les fonctions de chauffeur, l'allocation forfaitaire mensuelle visée à l'article 21.

Art. 25. § 1^{er}. Le nombre d'agents dont le traitement reste à charge d'un organisme d'intérêt public, d'un établissement d'utilité publique ou d'une personne de droit public créée sur la base de l'article 9 de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, qui relèvent des compétences de la Communauté française ou de la Région wallonne, est limité à 3 pour un Ministre, 4 pour un Vice-Président et 5 pour un Ministre-Président.

§ 2. La totalité ou une partie du quota non utilisé par un cabinet peut être transférée vers un autre cabinet, vers le Secrétariat du Gouvernement ou vers le SePAC.

Un arrêté ministériel doit formaliser ce transfert, avec ou sans transfert budgétaire.

Art. 26. Les allocations et indemnités prévues aux articles 17, 18, 20, 21, 22, 23 et 24 sont payées mensuellement à terme échu. L'indemnité ou l'allocation du mois est égale à 1/12e du montant annuel.

Lorsque l'indemnité ou l'allocation du mois n'est pas due entièrement, elle est payée en trentièmes, conformément aux conditions prévues pour le personnel des Services du Gouvernement.

Art. 27. Les allocations et indemnités prévues aux articles 17, 18, 20, 21 et 22 sont liées aux fluctuations de l'indice des prix à la consommation, conformément aux règles prescrites par la loi du 1^{er} mars 1977 organisant un régime de liaison à l'indice des prix à la consommation du Royaume de certaines dépenses du secteur public : à cet effet, elles sont rattachées à l'indice 138,01 du 1^{er} janvier 1990.

Art. 28. Les allocations et indemnités sont suspendues pour des absences dépassant 30 jours calendrier.

Section 7. — Régime juridique et autres dispositions statutaires

Art. 29. Les agents visés dans le présent arrêté sont soumis à un régime sui generis et la loi du 3 juillet 1978 relative aux contrats de travail n'est pas d'application.

Leur désignation ou détachement sont uniquement le fruit d'actes administratifs unilatéraux à portée individuelle émanant d'un Ministre ou du Gouvernement. Lorsqu'ils n'ont pas la qualité d'agent désigné à titre définitif, ils sont toutefois soumis au statut de sécurité sociale des agents contractuels de l'Etat. Le personnel statutaire détaché reste soumis à la sécurité sociale de son employeur d'origine.

Art. 30. La résidence administrative des agents des cabinets et des étudiants est fixée au lieu d'implantation du cabinet. Il peut y avoir une dérogation pour les experts.

Art. 31. En cas d'absence pour raison médicale de plus de trente jours d'un agent désigné ou détaché contractuel, le Ministre concerné peut pourvoir à son remplacement durant sa prise en charge financière par la mutuelle.

S'il y a lieu de remplacer un agent détaché statutaire avec ou sans remboursement, il convient de mettre fin à son détachement pour pouvoir désigner ou détacher un autre agent.

Art. 32. § 1^{er}. Les agents des cabinets ne peuvent exercer une activité accessoire, commerciale ou un autre emploi rémunéré sans l'accord préalable écrit du Ministre concerné.

§ 2. Les agents des cabinets sont tenus d'aviser le Ministre de tout mandat, rémunéré ou non rémunéré, de quelque nature qu'il soit, donnant droit ou non à un congé politique.

Section 8. — Congés

Art. 33. § 1^{er}. Les dispositions réglementaires suivantes, en matière de congés et absences des agents statutaires et contractuels des Services du Gouvernement de la Communauté française, sont applicables aux agents des cabinets ministériels à l'exception des experts et des étudiants :

- Les congés annuels de vacances, jours fériés et jours réglementaires.
- Les congés de circonstances à l'exception :
 - du changement de résidence ordonné dans l'intérêt du service lorsque la mutation entraîne l'intervention de la Communauté française dans les frais de déménagement ;
 - de la communion solennelle ou tout autre événement similaire d'un culte reconnu d'un enfant de l'agent ou de son conjoint ;
 - de la participation à la fête de la jeunesse laïque d'un enfant de l'agent ou de son conjoint ;
 - de l'ordination ou l'entrée au couvent ou tout autre événement similaire d'un culte reconnu d'un enfant de l'agent ou son conjoint, d'un frère, d'une sœur, d'un beau-frère, d'une belle-sœur de l'agent ;
 - de l'exercice des fonctions de président, d'assesseur ou de secrétaire ou de témoin d'un bureau de vote, d'un bureau de dépouillement ou d'un bureau principal.
- Les congés exceptionnels pour cas de force majeure à savoir 10 jours maximum dont 4 jours rémunérés.
- Les pauses d'allaitement.
- Le congé de maternité à l'exception du congé pour prestations réduites avant l'accouchement.
- Le congé de paternité.
- Le congé d'accueil en vue d'adoption.
- Le congé parental.
- Le congé de maladie.
- La dispense de service pour examen de médecine préventive.
- Le congé pour donner des soins palliatifs.
- Le congé politique.

§ 2. Lors de son entrée en fonction dans un cabinet, l'agent détaché ne peut utiliser le solde de ses jours de congé annuel des années antérieures. Ce solde est figé jusqu'à la fin du détachement.

§ 3. Les autres modalités relatives à l'octroi et au report des congés sont réglées par la circulaire exécutant le présent arrêté.

§ 4. L'agent détaché bénéficiant d'un congé auprès de son employeur d'origine peut continuer à en bénéficier, jusqu'à son terme, lors de son détachement au cabinet.

Art. 34. § 1^{er}. Les modalités relatives au congé politique sont réglées par la circulaire exécutant le présent arrêté.

§ 2. Eu égard aux caractéristiques du SePAC, à ses missions et à la neutralité indispensable dans l'exercice de ses fonctions à l'égard des cabinets ministériels, tout agent appartenant au SePAC ne pourra exercer un mandat politique, à quelque niveau que ce soit, ou une fonction qui peut y être assimilée ni bénéficier d'un congé de nature politique.

Section 9. — Frais divers, contre-valeur financière et utilisation de voiture

Art. 35. § 1^{er}. Les agents du cabinet peuvent bénéficier d'un abonnement sur un moyen de transport en commun, de leur domicile ou résidence habituelle au lieu d'implantation du cabinet.

L'abonnement d'un agent détaché, même à titre gratuit, est à charge du cabinet.

§ 2. Par arrêté dérogatoire motivé du Ministre concerné, il peut être attribué une contre-valeur financière représentant le coût d'abonnement de transport en commun du trajet domicile ou résidence habituelle - lieu de travail. Cette contre-valeur est accordée au prorata des prestations. Pour en bénéficier, les agents fournissent une copie du certificat d'immatriculation attestant qu'il s'agit de leur véhicule personnel ou d'une personne appartenant au ménage. Les étudiants et les experts ne peuvent bénéficier de contre-valeur financière ni de véhicule de fonction mis à disposition par le cabinet.

Art. 36. Dans les limites des crédits budgétaires du cabinet, le Ministre désigne les autres agents de son cabinet autorisés à utiliser leur véhicule personnel pour les besoins du service dans les conditions prévues pour les agents des Services du Gouvernement et fixe le contingent kilométrique individuel à leur octroyer annuellement. Ce contingent ne peut dépasser 12.000 km par an et par bénéficiaire.

Le taux de l'indemnité kilométrique est fixé conformément à l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours, et indexé au mois de juillet de chaque année via une circulaire du pouvoir fédéral adaptant ce montant.

Art. 37. § 1^{er}. Les frais de téléphonie et d'internet du Ministre sont pris en charge par le budget du cabinet, sur la base de pièces justificatives en tenant compte des dispositions légales en matière d'avantage de toute nature.

§ 2. Les frais d'abonnement au réseau de téléphonie mobile et data des agents du cabinet sont pris en charge par le cabinet sur la base de pièces justificatives. Les dispositions en matière d'avantage de toute nature sont applicables au-delà de certains montants fixés forfaitairement dans la circulaire. Les secrétariats de cabinet se référeront à cet égard à la réglementation de l'ONSS.

Section 10. — Fin de fonction et fin de détachement

Art. 38. § 1^{er}. Le Gouvernement met fin aux fonctions ou au détachement du chef de cabinet.

§ 2. Le chef de cabinet peut être autorisé, par arrêté du Gouvernement, à porter le titre honorifique de ses fonctions à condition de les avoir exercées durant deux années au moins.

Pour le calcul de ces deux années, le Gouvernement peut tenir compte de la durée des prestations que le chef de cabinet a effectuées auprès d'un Gouvernement d'un autre niveau de pouvoir à la condition qu'il n'y ait pas de rupture de continuité.

§ 3. Le Ministre concerné met fin aux fonctions ou au détachement des autres agents du cabinet.

Art. 39. Le Gouvernement met fin aux fonctions ou au détachement du secrétaire du Gouvernement.

Art. 40. § 1^{er}. Sur proposition conjointe des Ministres-Présidents des Gouvernements de la Communauté française et wallon, il peut être mis fin aux fonctions ou au détachement du directeur du SePAC par une décision des Gouvernements conjoints.

§ 2. Le Ministre-Président du Gouvernement wallon peut mettre fin aux fonctions ou au détachement des agents du SePAC à charge de la Région wallonne.

§ 3. Le Ministre-Président du Gouvernement de la Communauté française peut mettre fin aux fonctions ou au détachement des agents du SePAC à charge de la Communauté française.

§ 4. La désignation de l'agent du SePAC en qualité d'expert à 1/10^{ème} temps dans l'autre entité prendra automatiquement fin.

§ 5. Les modalités de fin de fonction ou de fin de détachement sont prévues par la circulaire exécutant le présent arrêté.

Art. 41. § 1^{er}. Le Ministre peut accorder une allocation forfaitaire de départ aux agents qui ont occupé une fonction dans un cabinet et qui ne bénéficient d'aucun revenu.

§ 2. En dérogation au § 1^{er}, le Ministre peut accorder une allocation forfaitaire de départ aux personnes qui ont exercé des fonctions dans un cabinet dont les seuls revenus sont constitués :

a) d'allocations de chômage, d'allocations d'insertion ou d'indemnités légales de maladie-invalidité ou de maternité.

b) de la rémunération liée à l'exercice exclusif d'une ou de plusieurs fonctions à temps partiel ;

c) d'une pension de survie ou du revenu d'intégration sociale accordé par un centre public d'action sociale.

L'allocation forfaitaire de départ est diminuée, après pondération, des revenus bruts procurés sous a), b) et c) pour la période correspondante.

§ 3. L'allocation forfaitaire de départ est accordée à concurrence de :

- un mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de trois à six mois accomplis;
- deux mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de plus de six mois à douze mois accomplis;
- trois mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de plus de douze mois à dix-huit mois accomplis;
- quatre mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de plus de dix-huit mois à vingt-quatre mois accomplis;
- maximum cinq mois d'allocation pour une période d'activité ininterrompue de plus de vingt-quatre mois.

§ 4. Entre en ligne de compte pour la détermination de la période d'activité ininterrompue visée au § 3 du présent article, le temps passé dans un cabinet ministériel autre que celui dont dépend l'agent, pour autant qu'il n'y ait pas eu d'interruption des activités entre la fin et le début des fonctions au sein des cabinets ministériels.

§ 5. Le montant mensuel brut de l'allocation forfaitaire de départ est le montant mensuel brut indexé de l'allocation annuelle de cabinet tenant lieu de traitement visé à l'article 17 relatif au dernier mois d'activité que la personne concernée a exercé pendant au moins trois mois, pondéré en fonction du régime des prestations, en ce compris, s'il échet, le montant de la majoration dont elle aurait éventuellement fait l'objet, l'allocation forfaitaire mensuelle visée à l'article 21 ou l'allocation de foyer ou de résidence.

Aucune augmentation de l'allocation de cabinet tenant lieu de traitement ni de majoration ne peut être accordée durant l'année de référence de fin de législature.

§ 6. L'allocation forfaitaire de départ est octroyée par mensualités. La condition d'attribution est l'introduction chaque mois par l'intéressé d'une déclaration sur l'honneur, dans laquelle il apparaît que, pour la période concernée, il n'a exercé aucune activité professionnelle, ou qu'il se trouve dans l'une des conditions prévues au § 2.

§ 7. L'ordonnateur primaire ou son délégué est tenu de fournir, sans délai, au Service permanent d'aide, de gestion, d'audit et de contrôle des cabinets ministériels (SePAC) tous les éléments nécessaires relatifs au calcul de l'allocation forfaitaire de départ pour chaque bénéficiaire.

§ 8. Il n'est dû aucune allocation forfaitaire de départ aux agents qui démissionnent, qui sont ou qui partent à la retraite, ou dont il est mis fin aux fonctions pour faute grave. Il n'est pas dû d'allocation forfaitaire de départ aux agents détachés, aux agents dont le traitement de l'employeur d'origine est suspendu, aux experts et aux étudiants.

La faute grave ne doit pas être reconnue comme grave au sens de la loi sur le contrat de travail mais comme étant un comportement fautif établi par rapport de service ayant rompu définitivement la relation de confiance unissant l'agent au Ministre dont il dépend.

§ 9. L'arrêté de fin de fonction mentionne l'octroi éventuel de l'allocation forfaitaire de départ. Les conditions d'octroi seront toutefois vérifiées par le SePAC.

§ 10. Les modalités d'octroi et de calcul de l'allocation forfaitaire de départ sont réglées par la circulaire exécutant le présent arrêté.

Art. 42. A la fin de leur détachement et en fonction du statut de l'employeur d'origine, les agents détachés peuvent bénéficier d'un congé de fin de cabinet fixé à concurrence d'un jour ouvrable par mois de détachement proratisé en cas de prestations à temps partiel avec un minimum de trois jours ouvrables et un maximum de quinze jours ouvrables. Il est octroyé par l'autorité fonctionnelle dont relèvent ces derniers sur la base de l'arrêté ministériel de fin de détachement.

Art. 43. § 1^{er}. Si par suite des nécessités du service, les agents désignés, n'ont pas pu prendre tout ou partie de leur congé annuel de vacances avant la cessation définitive de leurs fonctions, il leur est octroyé une allocation compensatoire dont le montant est égal à leur dernier traitement afférent aux jours de congés non pris.

§ 2. Les congés à prendre en compte sont ceux de l'année en cours proratisés en fonction du régime et de la période de prestation, ainsi que ceux reportés pour les besoins du service.

§ 3. Cette allocation de compensation n'est pas accordée aux agents qui bénéficient d'une allocation forfaitaire de départ, aux étudiants, aux experts ni aux agents détachés.

§ 4. Pour l'application du présent article, le traitement à prendre en considération est le montant mensuel brut indexé de l'allocation annuelle de cabinet tenant lieu de traitement visé à l'article 17, pondéré en fonction du régime des prestations, en ce compris, s'il échet, le montant de la majoration dont elle aurait éventuellement fait l'objet, l'allocation forfaitaire mensuelle visée à l'article 21 ou l'allocation de foyer ou de résidence.

Section 11. — Cellule de fin de cabinet

Art. 44. § 1^{er}. A l'occasion d'un changement de législature ou d'un remaniement ministériel, dans le souci d'assurer une passation de pouvoirs harmonieuse, une cellule composée comme suit est maintenue en service dans chacun des cabinets ministériels pendant une durée maximale d'un mois :

- le secrétaire de cabinet sortant ;
- l'ordonnateur délégué sortant sauf si cette fonction est exercée par le secrétaire de cabinet;
- le comptable sortant ;
- le correspondant informatique sortant sauf si la gestion informatique est confiée au SePAC ;
- un collaborateur sortant ;
- un chauffeur sortant.

Cette désignation doit faire l'objet d'un arrêté ministériel ad hoc signé par le Ministre sortant.

§ 2. La cellule de fin de cabinet a pour obligation de transmettre les lieux et moyens logistiques mis à disposition en parfait état de fonctionnement pour le nouveau cabinet.

§ 3. Les Services du Gouvernement de la Communauté française sont chargés de dresser l'état des lieux, en qualité de conseiller technique, et de surveiller les travaux à effectuer dans les locaux occupés par les cabinets ministériels. Ils sont chargés de répondre à la première demande aux besoins rencontrés pour le fonctionnement des cabinets ministériels.

Section 12. — Collaborateurs des Ministres sortis de charge

Art. 45. Des agents peuvent être mis à disposition de chaque membre du Gouvernement sortant n'exerçant plus de fonctions ministérielles.

Art. 46. § 1^{er}. Les agents mis à disposition des Ministres sortis de charge sont désignés ou détachés par le Ministre-Président du Gouvernement effectif sur proposition du Ministre sorti de charge.

§ 2. Ils sont placés sous l'autorité du Ministre-Président du Gouvernement effectif. La gestion administrative de leur dossier est confiée au SePAC.

Art. 47. § 1^{er}. Les agents mis à disposition d'un Ministre sorti de charge sont au nombre de deux, dont maximum 1 exerçant les fonctions de niveau 1 et 1 collaborateur.

Ils peuvent être mis à disposition de chaque membre du Gouvernement sortant n'exerçant plus de fonctions ministérielles, pour une période prenant cours à la date de la démission de ce dernier. La durée est calculée au prorata de la durée du mandat ministériel exercé par le Ministre, sans pouvoir être inférieure à un an et supérieure à 5 ans. Entre en ligne de compte pour la détermination de la période l'exercice ininterrompu de mandats ministériels au sein d'un ou de plusieurs Gouvernements.

§ 2. La répartition des fonctions fixées au § 1^{er} ne peut être modifiée que moyennant l'accord du Ministre-Président du Gouvernement en fonction, sans que le nombre maximum calculé en équivalent temps plein et le niveau des agents puissent être dépassés. Le temps de travail minimum de ces agents ne peut être inférieur à un mi-temps.

Information des dérogations octroyées sera faite aux Vice-Présidents du Gouvernement effectif.

§ 3. Si le membre du Gouvernement sortant est également membre du Gouvernement wallon ou de la Région de Bruxelles Capitale, le nombre maximum d'agents mis à sa disposition ne pourra excéder le nombre visé à l'alinéa 1^{er}.

Art. 48. § 1^{er}. La rémunération octroyée aux agents désignés mis à disposition des Ministres sortis de charge est identique aux barèmes de rémunération applicables au Ministère de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Les échelles de rémunération sont les suivantes :

- agent de niveau 1 : échelle 120/1;
- collaborateur de niveau 2+ : échelle 260/3;
- collaborateur de niveau 2 : échelle 210/2.

Le grade comme l'ancienneté réelle seront établis et valorisés conformément aux règles applicables au sein du Ministère de la Fédération Wallonie - Bruxelles.

§ 2. Il est alloué aux agents détachés mis à disposition des Ministres sortis de charge une allocation annuelle de cabinet fixée comme suit :

- pour les agents de niveau 1, à un montant compris entre 3.402,84€ et 6.465,39€ ;
- pour les collaborateurs, à un montant compris entre 2.381,99€ et 4.423,69€.

§ 3. Ces agents ne peuvent bénéficier d'aucune majoration ni d'aucune indemnité, d'abonnement ou de contre-valeur financière, de chèques-repas, de frais ou de remboursements quelconques, ni d'allocation forfaitaire de départ.

Art. 49. Leur résidence administrative sera fixée au domicile du Ministre sorti de charge.

Art. 50. Le Ministre-Président du Gouvernement effectif met fin aux fonctions ou au détachement des agents mis à disposition des Ministres sortis de charge, au plus tard à la fin de la période définie de mise à disposition.

Section 13. — Contrôle

Art. 51. § 1^{er}. Préalablement à la finalisation de tous détachements et désignations ou à toutes modifications administratives ou pécuniaires ultérieures, les cabinets et les cellules envoient une copie des projets d'arrêtés, accompagnés de la fiche signalétique et du formulaire d'engagement, au SePAC, chargé de vérifier, endéans les 4 jours ouvrables, la conformité du libellé vis-à-vis des dispositions légales et réglementaires et de s'assurer que les moyens budgétaires disponibles sur les articles de base dédiés aux traitements et indemnités du cabinet sont suffisants pour permettre la prise en charge des dépenses y afférentes.

§ 2. Les cabinets et cellules concernés envoient, par la suite, un original et deux copies conformes de chaque arrêté au SePAC. Le SePAC sollicite le visa du secrétaire du Gouvernement chargé du contrôle de la composition des cabinets ministériels et du Secrétariat du Gouvernement, celui-ci vise et estampille les arrêtés et les retourne au SePAC qui, seulement après réception des arrêtés visés, peut procéder à la liquidation des rémunérations.

Section 14. — Divers

Art. 52. Les instructions, ordres de services et dossiers concernant l'Administration, qui relèvent des attributions du Ministre, sont communiqués par le chef de cabinet.

Il en est de même pour le directeur du SePAC, ayant rang de chef de cabinet en ce qui concerne le suivi des décisions du Gouvernement en rapport avec l'administration, l'instruction de dossiers en liaison avec l'Administration ou la gestion journalière des bâtiments mis à disposition des cabinets ministériels, du Secrétariat du Gouvernement ou du SePAC.

A l'exception du secrétaire de cabinet ou de l'ordonnateur délégué pour l'exercice de leurs compétences fonctionnelles, les agents du cabinet ne peuvent traiter avec l'Administration que par l'intermédiaire du chef de cabinet ou avec son autorisation.

Art. 53. § 1^{er}. Pour tout achat égal ou supérieur à 15.000€ (hors T.V.A.), l'avis de l'Inspecteur des Finances accrédité auprès du Ministre-Président est préalablement requis.

Pour tout achat égal ou supérieur à 8.500€ (hors T.V.A.), une information devra être communiquée à l'Inspection des Finances.

§ 2. Pour tout achat de véhicule, l'avis de l'Inspection des Finances est requis.

§ 3. Les règles relatives aux marchés publics sont applicables.

Section 15. — Dispositions finales

Art. 54. § 1^{er}. L'ensemble des dispositions du présent arrêté s'applique au Secrétariat du Gouvernement et au SePAC.

§ 2. L'ensemble des dispositions du présent arrêté s'applique à la Cellule fiscale de la Communauté française pour tous les aspects non réglés spécifiquement par son arrêté constitutif.

Art. 55. § 1^{er}. Une circulaire du Gouvernement de la Communauté française détermine et harmonise les procédures à appliquer en exécution du présent arrêté.

§ 2. Les dispositions de la circulaire mentionnée au § 1^{er} s'appliquent également à la Cellule fiscale de la Communauté française.

Art. 56. Un règlement d'ordre intérieur commun applicable à tous les agents du cabinet ministériel et du Secrétariat du Gouvernement modalise les règles de fonctionnement.

Chaque cabinet pourra y ajouter ses règles propres conformément aux principes édictés dans la base commune.

Art. 57. L'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 25 juillet 2014 relatif aux cabinets des Ministres du Gouvernement de la Communauté française est abrogé.

Art. 58. Le présent arrêté entre en vigueur le 17 septembre 2019.

Art. 59. Les Ministres sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 20 septembre 2019.

Le Ministre-Président,
P.-Y. JEHOLET

Le Vice-Président et Ministre du Budget, de la Fonction publique,
de l'Égalité des chances et de la tutelle sur Wallonie-Bruxelles Enseignement,
F. DAERDEN

La Vice-Présidente et Ministre de l'Enfance, de la Santé, de la Culture,
des Médias et des Droits des Femmes,
B. LINARD

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de la Promotion sociale, des Hôpitaux universitaires,
de l'Aide à la jeunesse, des Maisons de Justice, de la Jeunesse, des Sports et de la Promotion de Bruxelles,
V. GLATIGNY

La Ministre de l'Éducation,
C. DESIR

Tables des matières

- Section 1 – Les acteurs du Gouvernement de la Communauté française
- Section 2 – Synergies avec le Gouvernement wallon
- Section 3 – Plafond global des moyens de subsistance et définition de l'effectif multiplicateur de référence
- Section 4 – Composition
- Section 5 – Désignations et détachements
- Section 6 – Allocations et indemnités
- Section 7 – Régime juridique et autres dispositions statutaires
- Section 8 – Congés
- Section 9 – Frais divers, contrevaaleur financière et utilisation de voiture
- Section 10 – Fin de fonction et fin de détachement
- Section 11 – Cellule de fin de cabinet
- Section 12 – Collaborateurs des Ministres sortis de charge
- Section 13 – Contrôle
- Section 14 – Divers
- Section 15 – Dispositions finales

VERTALING

MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

[C – 2019/420581]

20 SEPTEMBER 2019. — Besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap betreffende de kabinetten van de Ministers van de Regering van de Franse Gemeenschap, het secretariaat van de Regering van de Franse Gemeenschap en de SePAC

De Regering van de Franse Gemeenschap,

Gelet op de bijzondere wet van 8 november 1980 tot hervorming der instellingen, zoals gewijzigd;

Gelet op het decreet van 20 december 2011 houdende regeling van de begroting en de boekhouding van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, zoals gewijzigd;

Gelet op het decreet van 13 november 2015 houdende instemming met het samenwerkingsakkoord tussen het Waalse Gewest, de Franse Gemeenschap en de Franse Gemeenschapscommissie inzake kosteloze detacheringen in de ministeriële kabinetten;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 13 december 2012 houdende verschillende maatregelen betreffende de uitvoering van de begroting en betreffende de begrotingsboekhouding en de algemene boekhouding, zoals gewijzigd;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 28 november 2013 tot organisatie van de interne budgettaire en boekhoudkundige controle en audit en van de administratieve en begrotingscontrole;

Gelet op het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 juli 2014 betreffende de kabinetten van de Ministers van de Regering van de Franse Gemeenschap;

Gelet op het akkoordprotocol tussen de Waalse Regering en de Regering van de Franse Gemeenschap tot vaststelling van de centralisatie van de activiteiten en de samenwerkingsverbanden inzake werking en organisatie met de "Secrétariats pour l'Aide à la gestion et au Contrôle internes des cabinets (SePAC) » (Secretariaten voor Steun voor het interne beheer en het Interne Toezicht op de Kabinetten) van de Regering van de Franse Gemeenschap en van de Waalse Regering;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 19 september 2019 ;

Gelet op de akkoordbevinding van de Minister van Begroting van 20 september 2019 ;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid om de continuïteit van de werking van de ministeriële kabinetten van de Regering van de Franse Gemeenschap zonder verwijl te waarborgen;

Op de voordracht van de Minister-President;

Na beraadslaging,

Besluit :

Afdeling 1. — De actoren van de Regering van de Franse Gemeenschap

Artikel 1. Dit besluit is van toepassing op de volgende actoren van de Regering van de Franse Gemeenschap:

- de ministeriële kabinetten;
- het Secretariaat van de Regering;
- de vaste dienst hulpverlening, beheer, audit en controle van de ministeriële kabinetten (SePAC).

Art. 2. Een ministerieel kabinet is per definitie een politieke instantie. Het staat de Minister bij in zijn verschillende taken. Het is geen administratie terwijl het een overheidsdienst is. Zijn personeel kan tijdens de uitoefening van zijn ambten geen statuut van vastbenoemd ambtenaar verwerven en is ook niet onderworpen aan de wet van 3 juli 1978 over de arbeidsovereenkomst. Het wordt onderworpen aan een bestuurlijke rechtspositie sui generis.

Art. 3. Het Secretariaat van de Regering werkt zelfstandig ten opzichte van de ministeriële kabinetten. Het staat onder het gezag van de Minister-president.

Art. 4. § 1. De opdrachten die alle secretariaten van de kabinetten van de Waalse Regering en van de Regering van de Franse Gemeenschap gemeen zijn, worden wederzijds afgestemd en toevertrouwd aan een specifieke en permanente cel die gemeen is aan beide bevoegdheidsniveaus, hierna « Vaste Dienst hulpverlening, beheer, audit en controle van de ministeriële kabinetten » (SePAC) genoemd.

Ze is in Namen gelegen en is onafhankelijk van de ministeriële kabinetten en staat onder het ambtsgezag van de Minister-President van de Waalse regering wat betreft de Waalse aangelegenheden en van de Minister-president van de Regering van de Franse Gemeenschap wat betreft de aangelegenheden van de Franse Gemeenschap.

§ 2. Een protocolakkoord tussen de Regering van de Franse Gemeenschap en de Waalse Regering bepaalt de activiteiten en samenwerkingsverbanden inzake werking en organisatie van de SePAC.

Afdeling 2. — Samenwerking met de Waalse Regering

Art. 5. § 1. Met het oog op een optimaal beheer van de tot hun beschikking gestelde human resources, bepalen de ministers die gelijktijdig in de Regeringen van de Franse Gemeenschap en van het Waalse Gewest zitting houden, de organisatie en de werkplaats van de personeelsleden van hun kabinetten.

§ 2. Met het oog op de vermindering van de werkingskosten en op schaalbesparing bepalen ze ook de voorwaarden voor de aanwending en verdeling van de logistieke middelen waarover ze beschikken in samenwerking met de SePAC die voor het toezicht op de inventarissen zal zorgen alsook voor de budgettaire perken die eigen zijn aan elke entiteit.

§ 3. De begrotingslast van de logistieke middelen voortvloeiend uit de uitoefening van het ambt van een personeelslid wordt aangerekend op de kredieten voor de bestaansmiddelen van het kabinet dat belast wordt met de bezoldiging van dat personeelslid.

Afdeling 3. — Globaal maximumbedrag van de bestaansmiddelen en definitie van de vermenigvuldigende personeelssterkte

Art. 6. De vermenigvuldigende personeelssterkte (VPS) is het vaste aantal voltijdse equivalenten waaraan een nominale waarde, eventueel geïndexeerd, verbonden is om de globale begroting van een ministerieel kabinet of het Secretariaat van de Regering te vormen.

Art. 7. § 1. De nominale waarde bedoeld in artikel 6 wordt vastgesteld op 58.140 € per jaar per VTE. Dit bedrag kan geïndexeerd worden (indexcijfer van toepassing op de datum van de inwerkingtreding van dit Besluit) en dekt de kosten van de bezoldiging van een personeelslid, van de diverse vergoedingen, van de werkings- en patrimoniumkosten.

§ 2. Voor een Minister is de vermenigvuldigende personeelssterkte 41 VE, voor een Vice-President 55 VE en voor de Minister-President 68 VE. Deze vermenigvuldigende personeelssterkte wordt automatisch met 5 VE verminderd als het lid van de Regering van de Franse Gemeenschap lid is of lid wordt tijdens de zittingsduur van de Waalse Regering of van de Regering van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest.

Voor het Secretariaat van de Regering bedraagt de vermenigvuldigende personeelssterkte 4 VTE's.

De vermenigvuldigende personeelssterkte houdt geen rekening met de deskundigen, het schoonmaakpersoneel en de studenten. Deze kunnen slechts worden aangeworven binnen de perken van de beschikbare begrotingskredieten.

Wat de SePAC betreft, wordt geen vermenigvuldigende personeelssterkte bepaald. Hij beschikt over een personeelskader met de bestaansmiddelen, bezoldigingen inbegrepen, die noodzakelijk zijn voor de uitoefening van zijn opdrachten.

§3. Elke Minister mag de budgettaire middelen verbonden aan een VTE of VTE's zonder budgettaire middelen overdragen naar een ander ministerieel kabinet. Een afschrift van het overdrachtbesluit wordt aan de Minister-President meegegeed. Een origineel en twee voor eensluidend verklaarde afschriften worden aan de SePAC meegegeed.

§ 4. Wanneer de Minister in een deelstaat wordt aangewezen, blijft de Minister in hoofdorde in deze deelstaat fungeren ook bij een kabinetswijziging en bij aanwijzing in beide deelstaten in de loop van de legislatuur.

Afdeling 4. — Samenstelling

Art. 8. § 1er. Het kabinet van een Minister kan de volgende personeelsleden tellen:

- personeelsleden van niveau 1;
- medewerkers onder wie een boekhouder en eventueel chauffeurs;
- schoonmaakpersoneel;
- deskundigen;
- studenten.

Geen enkel lid van het kabinet mag bloed- of aanverwant van de Minister zijn, tot en met de tweede graad.

§ 2. Onder de personeelsleden van niveau 1 telt het kabinet van een Minister een kabinetschef. De kabinetten van de Vice-Presidenten en de Minister-President tellen maximaal twee kabinetschefs.

De ambten van adjunct-kabinetschef, kabinetssecretaris, adviseur en attaché worden door de personeelsleden van niveau 1 uitgeoefend.

§ 3. Onder de medewerkers telt het kabinet van een Minister maximaal 5 VTE's die het ambt van chauffeur uitoefenen. De kabinetten van de Vice-Presidenten en de Minister-President tellen hoogstens 6 VTE's die het ambt van chauffeur uitoefenen.

§ 4. Onder het schoonmaakpersoneel kunnen personeelsleden worden aangeworven, in verhouding tot 1 personeelslid voor 10 lokalen, wanneer het onderhoud van alle lokalen van het kabinet niet aan een privéfirma wordt toegekend.

§ 5. Deskundigen kunnen worden aangeworven binnen de perken van de beschikbare kredieten. Ze kunnen bezoldigd of onbezoldigd zijn. Ze worden voor 1/10 of 1/20 van de arbeidsduur of voor een duidelijk omschreven werk aangewezen. Het totale aantal bezoldigde deskundigen mag niet meer bedragen dan 1 VTE per jaar voor de kabinetten van de Ministers, 1,5 VTE per jaar voor de kabinetten van de Vice-Presidenten en 2 VTE per jaar voor het kabinet van de Minister-President. De onbezoldigde deskundigen kunnen de diverse kosten die verband houden met de uitoefening van hun ambt terugbetaald krijgen. Het aantal onbezoldigde deskundigen is beperkt tot 1 VTE per jaar per kabinet.

Het geheel of een deel van het quotum dat door een kabinet niet wordt opgebruikt kan worden overgedragen naar een ander kabinet, naar het Secretariaat van de Regering of naar de SePAC.

Een ministerieel besluit moet deze overdracht formaliseren, zonder gevolgen voor de begroting.

§ 6. Studenten kunnen worden aangeworven, in verhouding tot maximaal 1 VTE per jaar binnen de perken van de beschikbare kredieten.

Art. 9. Het Secretariaat van de Regering van de Franse Gemeenschap bestaat uit de volgende personeelsleden en is beperkt tot 4 VTE's, die als volgt worden verdeeld:

- 2 personeelsleden van niveau 1, waarvan de Secretaris van de Regering;
- 2 medewerkers.

Art. 10. § 1. De SePAC bestaat uit personeelsleden, waarvan de volgende ten laste vallen van de begroting van de Franse Gemeenschap:

- 4 personeelsleden van niveau 1, waarvan een auditeur ;
- 5,5 medewerkers waarvan een boekhouder en een informaticus;
- 1 uitvoerend personeelslid.

§ 2. Met het oog op de juridische legitimiteit in alle uitgeoefende ambten, wordt elk personeelslid van de SePAC, met uitzondering van de uitvoerende personeelsleden, op 1/10 van de arbeidsduur kosteloos tot deskundige aangewezen binnen de andere deelstaat.

§ 3. Binnen de perken van de aan de SePAC toegekende begrotingskredieten kunnen de Minister-President van de Regering van de Franse Gemeenschap en de Minister-President van de Waalse Regering, ieder wat hem betreft en buiten de toegestane personeelsformatie, hoogstens 0,5 VTE per jaar aanstellen om eenmalige of specifieke opdrachten.

Art. 11. Als personeelslid van niveau 1 in de zin van dit besluit kunnen worden beschouwd:

- de houders van een diploma van het universitair onderwijs of van het hoger onderwijs van het lange type, licentie of master;
- de personen die een ervaring hebben die als gelijkwaardig wordt beschouwd om het ambt uit te kunnen oefenen in verband met de hoedanigheid van personeelslid van niveau 1 binnen het kabinet. Deze ervaring moet uitdrukkelijk met redenen worden omkleed in het ministerieel aanwijzingsbesluit, en bewezen door het naar behoren ingevulde attest. In dat geval geldt de hoedanigheid van personeelslid van niveau 1 enkel voor het ambt dat in het kabinet wordt uitgeoefend. Het personeelslid mag zich op dat attest niet beroepen buiten het kabinet of bij een volgende legislatuur.

Het attest wordt afgegeven door de kabinetssecretaris en geldt enkel voor de ambten die in het kabinet worden uitgevoerd.

Afdeling 5. — Aanwijzingen en detacheringen

Art. 12. § 1. De personeelsleden kunnen worden aangewezen of gedetacheerd uit een overheidsdienst, een autonoom overheidsbedrijf, een instelling van openbaar nut, een instelling, dienst of administratie die afhangt van de Gemeenschappen, de Gewesten, de Provincies, de Gemeenten, de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie of de Franse Gemeenschapscommissie, of een inrichting voor georganiseerd of gesubsidieerd onderwijs.

Voor de personen die gedetacheerd zijn in de kabinetten, is het aan te raden om personeel te gebruiken dat statutair is in zijn eigen instelling. Voor contractuele personeelsleden gedetacheerd in een kabinet, is het raadzaam de voorwaarden na te leven die zijn vastgelegd in de wet van 24 juli 1987 (wet betreffende de tijdelijke arbeid, de uitzendarbeid en het ter beschikking stellen van werknemers ten behoeve van gebruikers).

§ 2. Gedetacheerde personeelsleden mogen tijdens hun detachering niet in dienst blijven in hun oorspronkelijke betrekking of hun oorspronkelijke bevoegdheden, ook niet deeltijds.

§ 3. De hoofden van overheidsorganen die in een ministerieel kabinet of bij het Secretariaat van de Regering worden gedetacheerd of aangewezen om de in artikel 8, tweede lid, bedoelde ambten te vervullen, mogen niet langer in hun oorspronkelijke instelling werken, ook niet deeltijds.

§ 4. De aanwijzingen en detacheringen van personeel gebeuren in overeenstemming met de toepasselijke bepalingen inzake belangenconflicten en onverenigbaarheden, zoals uiteengezet in de omzendbrief ter uitvoering van dit besluit.

Art. 13. § 1 Kabinetschefs worden aangewezen of gedetacheerd bij besluit van de Regering. Het ministerieel besluit tot bepaling van de nadere regels voor de indiensttreding wordt genomen ter uitvoering van dat besluit.

§ 2. De andere personeelsleden van het kabinet worden aangewezen of gedetacheerd door de betrokken Minister.

Art. 14. § 1. De secretaris van de Regering die de rang van Kabinetschef heeft, wordt door de Regering aangewezen of gedetacheerd indien het ambt niet wordt bekleed door één van de Kabinetschefs van de Minister-President. De Regering kan bij wijze van uitzondering het ambt van Secretaris van de Regering delegeren bij afwezigheid van deze laatste of in geval van een belangenconflict.

§ 2. De andere personeelsleden van het Secretariaat van de Regering worden door de Minister-President aangewezen of gedetacheerd.

Art. 15. § 1. De directeur van de SePAC wordt aangewezen of gedetacheerd door de Waalse Regering op de voordracht van de Minister-President van de Waalse Regering. Een expertise wordt hem ook door de Regering van de Franse Gemeenschap toegewezen om vorm te geven aan een juridische band tussen beide deelstaten.

§ 2. De personeelsleden van de SePAC die ten laste vallen van het Waalse Gewest worden aangewezen of gedetacheerd door de Minister-President van de Waalse Regering.

§ 3. De personeelsleden van de SePAC die ten laste vallen van de Franse Gemeenschap worden aangewezen of gedetacheerd door de Minister-President van de Regering van de Franse Gemeenschap.

Art. 16. De nadere regels van de detachering worden verder bepaald in de omzendbrief ter uitvoering van dit besluit.

Afdeling 6. — Toelagen en vergoedingen

Onderafdeling 1. — Bedragen

Art. 17. § 1. Er wordt aan de personeelsleden van de ministeriële kabinetten een jaarlijkse kabinetstoelage toegekend die als wedde geldt.

De als wedde geldende jaarlijkse kabinetstoelage wordt vastgesteld als volgt (indexcijfer 138,01):

- voor de kabinetsschefs, een bedrag tussen 46.910,59 euro en 66.115,99 euro;
- voor de leden van niveau 1, een bedrag tussen 21.112,38 euro en 56.517,16 euro;
- voor de medewerkers, een bedrag tussen 13.257,38 euro en 39.981,53 euro;
- voor de deskundigen, een bedrag tussen 13.257,38 euro en 66.115,99 euro, berekend naar rata van hun bezigheidsperiode;
- voor het schoonmaakpersoneel, een bedrag tussen 13.257,38 euro en 31.516,60 euro.

§ 2. De als wedde geldende jaarlijkse kabinetstoelage wordt opgeschort na een afwezigheid van meer dan dertig dagen. Het personeelslid moet de reglementaire formaliteiten bij zijn ziekenfonds vervullen, en in voorkomend geval, bij zijn oorspronkelijke administratie.

Art. 18. § 1. Er wordt aan de personeelsleden die in kabinetten gedetacheerd zijn, een jaarlijkse kabinetstoelage toegekend.

De jaarlijkse kabinetstoelage wordt vastgesteld als volgt (indexcijfer 138,01):

- voor de kabinetsschefs, een bedrag van 8.507,09 euro;
- voor de leden van niveau 1, een bedrag tussen 3.402,84 euro en 6.465,39 euro;
- voor de medewerkers, een bedrag tussen 2.381,99 euro en 4.423,69 euro.
- voor het schoonmaakpersoneel, een bedrag van 2.381,99 euro.

§ 2. De als wedde geldende jaarlijkse kabinetstoelage wordt opgeschort na een afwezigheid van meer dan dertig dagen. Het in een kabinet gedetacheerde contractuele personeelslid moet de reglementaire formaliteiten bij zijn ziekenfonds en bij zijn oorspronkelijke administratie vervullen.

Art. 19. Met toepassing van de in deze aangelegenheid geldende wetgeving, wordt de bezoldiging van studenten bepaald op:

- 7,27 euro per uur voor houders van het getuigschrift lager secundair onderwijs of een daarmee gelijkgesteld diploma, bij hun ambtsbekleding;
- 7,49 euro per uur voor houders van het getuigschrift hoger secundair onderwijs of een daarmee gelijkgesteld diploma, bij hun ambtsbekleding;

Het aantal studenten die het bezoldigingsbedrag van 7,49 euro per uur kunnen genieten, wordt bepaald op maximum 50% van het totaal aantal studenten die kunnen worden aangeworven.

Art. 20. Bij met redenen omklede beslissing, mits toestemming van de Minister-President, binnen de aan de kabinetten toegekende begrotingskredieten, kan de Minister een verhoging van de als wedde geldende jaarlijkse kabinetstoelagen en de jaarlijkse kabinetstoelagen bedoeld in de artikelen 11 en 12 aanvragen.

De nadere regels voor de toekenning ervan worden bepaald door de omzendbrief ter uitvoering van dit besluit.

De leden van het schoonmaakpersoneel kunnen geen verhoging genieten zelfs als ze deeltijdse ambten uitvoeren.

Art. 21. Er worden aan de medewerkers die als chauffeur werken de volgende toelagen en vergoedingen toegekend (indexcijfer 138,01):

1° naast hun bezoldiging, een forfaitaire maandelijkse toelage van 272,22 euro.

De maandelijkse forfaitaire toelage wordt vastgesteld op 476,38 euro voor de persoonlijke chauffeur van de Minister, waarbij het bijkomend bedrag van 204,16 euro de vermeerdering van de buitengewone prestaties waartoe de reizen van de Minister leiden, dekt.

De maandelijkse forfaitaire toelage wordt op 374,30 euro gebracht voor de chauffeur van de kabinetsschef, dit is een bijkomend bedrag van 102,08 euro.

Indien er meerdere medewerkers zijn die het ambt van chauffeur van de Minister of van de kabinetsschef uitoefenen, bepaalt de minister, naargelang de verrichte prestaties, de verdeling van die bijkomende bedragen over de verschillende chauffeurs;

2° een vaste jaarlijkse vergoeding ten bedrage van 2.478,20 euro per jaar wegens zware inspanningen.

Geen andere toelage of vergoeding kan hen toegekend worden.

Art. 22. § 1. De personeelsleden van het kabinet genieten de hard- of standplaatstoelage, het vakantiegeld, de eindejaarstoelage en maaltijdcheques.

§ 2. De gedetacheerde, statutaire of contractuele personeelsleden genieten maaltijdcheques ten laste van het kabinet.

Deskundigen en studenten mogen geen maaltijdcheques genieten.

De nadere regels voor de toekenning van maaltijdcheques worden door de omzendbrief ter uitvoering van dit besluit bepaald.

Art. 23. § 1. Er wordt een jaarlijkse vergoeding wegens regelmatig telewerk toegekend aan de personeelsleden die structureel en regelmatig een deel van hun werk thuis uitvoeren en die, binnen hun woning, over een ruimte beschikken om hun werk te verrichten.

Het bedrag van de vergoeding wordt vastgesteld als volgt (afgevlakte gezondheidsindex), naargelang het ambt dat in het kabinet wordt uitgeoefend als:

- kabinetsschef en adjunct-kabinetsschef: 1.523,28 euro;

- adviseur en kabinetssecretaris : 1.523,28 euro;
- attaché, boekhouder en gedecentraliseerd thesaurier van de SePAC: 1.248,50 euro;
- medewerkers : 475,01 euro.

§ 2. Deze vergoeding kan niet toegekend worden aan chauffeurs, de personeelsleden belast met het onthaal, het schoonmaakpersoneel, de deskundigen en studenten.

Onderafdeling 2. – Nadere regels voor de vereffening en de terugbetaling van wedden, toelagen en vergoedingen

Art. 24. Voor de tenlasteneming van de wedde van gedetacheerde personeelsleden gelden de volgende regels:

1° wanneer de oorspronkelijke werkgever ermee instemt de wedde te blijven uitbetalen, ontvangt het personeelslid de jaarlijkse kabinetstoelage, eventueel verhoogd, overeenkomstig artikel 18, of, voor medewerkers met het ambt van chauffeur, de maandelijkse forfaitaire vergoeding als bedoeld in artikel 21;

2° wanneer de oorspronkelijke werkgever de terugbetaling van de wedde vereist, ontvangt het personeelslid de in artikel 18 bedoelde jaarlijkse kabinetstoelage, eventueel verhoogd, of, voor medewerkers met het ambt van chauffeur, de in artikel 21 bedoelde maandelijkse forfaitaire toelage. De betrokken Minister betaalt de wedde, het vakantiegeld, de eindejaarstoelage en alle andere toelagen en vergoedingen die zijn berekend overeenkomstig de bepalingen die van toepassing zijn op het personeelslid in zijn oorspronkelijke instelling, in voorkomend geval vermeerderd met de werkgeversbijdragen;

3° wanneer de oorspronkelijke werkgever de betaling van de wedde opschort, ontvangt het personeelslid de jaarlijkse kabinetstoelage in plaats van de wedde bedoeld in artikel 17 alsook, voor medewerkers die het ambt van chauffeur uitoefenen, de maandelijkse forfaitaire toelage bedoeld in artikel 21.

Art. 25. § 1. Het aantal personeelsleden van wie de wedde ten laste blijft van een instelling van openbaar nut, een inrichting van openbaar nut of een publiekrechtelijk persoon opgericht op grond van artikel 9 van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, die onder de bevoegdheid van de Franse Gemeenschap of het Waalse Gewest ressorteren, is beperkt tot 3 voor een Minister, 4 voor een Vicepresident en 5 voor een Minister-president.

§ 2. Het quotum of een deel dat een kabinet niet gebruikt, kan worden overgedragen aan een ander kabinet, aan het Secretariaat van de Regering of aan de SePAC.

Een ministerieel besluit moet deze overdracht formaliseren, met of zonder begrotingsoverdracht.

Art. 26. De in de artikelen 17, 18, 20, 21, 22, 23 en 24 bedoelde toelagen en vergoedingen worden maandelijks op vervallen termijn uitbetaald. De maandelijkse toelage of vergoeding is gelijk aan 1/12e van het jaarbedrag.

Indien de toelage of vergoeding voor de maand niet volledig verschuldigd is, wordt deze in dertigste uitbetaald, overeenkomstig de voor de personeelsleden van de Diensten van de Regering geldende voorwaarden.

Art. 27. De in de artikelen 17, 18, 20, 21 en 22 bedoelde toelagen en vergoedingen zijn gekoppeld aan de schommelingen van het indexcijfer van de consumptieprijs, overeenkomstig de regels bepaald bij de wet van 1 maart 1977 houdende inrichting van een stelsel waarbij sommige uitgaven in de overheidssector aan het indexcijfer van de consumptieprijs van het Rijk worden gekoppeld. Daartoe worden ze verbonden aan het indexcijfer 138,01 van 1 januari 1990.

Art. 28. De toelagen en vergoedingen worden geschorst bij een afwezigheid van meer dan 30 kalenderdagen.

Afdeling 7. — Rechtspositie en andere statutaire bepalingen

Art. 29. De personeelsleden bedoeld in dit besluit zijn onderworpen aan een regeling sui generis en de wet van 3 juli 1978 betreffende de arbeidsovereenkomsten is niet van toepassing.

Hun aanwijzing of detachering is uitsluitend het gevolg van eenzijdige administratieve handelingen van een Minister of de Regering. Wanneer zij niet de hoedanigheid van vast aangestelde ambtenaar hebben, zijn zij evenwel onderworpen aan het sociale zekerheidsstelsel van contractuele Rijksambtenaren. De gedetacheerde statutaire personeelsleden blijven onderworpen aan het sociale zekerheidsstelsel van hun werkgever van herkomst.

Art. 30. De administratieve standplaats van de personeelsleden van de kabinetten en studenten is vastgesteld op de vestigingsplaats van het kabinet. Voor deskundigen kan een afwijking daarvan worden toegestaan.

Art. 31. Bij een afwezigheid van meer dan dertig dagen van een aangewezen of gedetacheerd contractueel personeelslid om medische redenen kan de betrokken Minister in zijn vervanging voorzien tijdens zijn financiële dekking door het ziekenfonds.

Indien een statutair gedetacheerd personeelslid met of zonder terugbetaling vervangen moet worden, moet zijn detachering worden beëindigd om een ander personeelslid te kunnen aanwijzen of detacheren.

Art. 32. § 1. Kabinetspersoneelsleden mogen zonder voorafgaande schriftelijke toestemming van de betrokken Minister geen neven-, handels- of andere arbeid in loondienst verrichten.

§ 2. De kabinetspersoneelsleden zijn verplicht de Minister in kennis te stellen van elk al dan niet bezoldigd mandaat, van welke aard dan ook, dat hen al dan niet recht geeft op politiek verlof.

Afdeling 8. — Verloven

Art. 33. § 1. De volgende reglementaire bepalingen inzake verlof en afwezigheid van statutaire en contractuele personeelsleden van de Regeringsdiensten van de Franse Gemeenschap zijn van toepassing op de personeelsleden van de ministeriële kabinetten, met uitzondering van deskundigen en studenten:

- Jaarlijks vakantieverlof, feestdagen en wettelijke feestdagen.
- De verschillende types omstandigheidsverlof met uitzondering van:
 - een in het belang van de dienst gelaste verandering van standplaats wanneer de overplaatsing de tegemoetkoming van de Franse Gemeenschap in de verhuiskosten met zich meebrengt;
 - de plechtige communie of elke andere gelijkaardige gebeurtenis van een erkende eredienst van een kind van het personeelslid of zijn echtgenoot;
 - de deelname aan het feest van de "vrijzinnige jeugd" van een kind van het personeelslid of zijn echtgenoot;

- de priesterwijding of intreden in het klooster of elke andere gelijkaardige gebeurtenis van een erkende eredienst van een kind van het personeelslid of zijn echtgenoot, broer, zuster, schoonbroer of schoonzus van het personeelslid;
 - de uitoefening van het ambt van voorzitter, assessor of secretaris of getuige van een stemlokaal, telbureau of hoofdkantoor.
- Uitzonderlijk verlof wegens overmacht, namelijk maximaal 10 dagen, waarvan 4 bezoldigde dagen.
 - Borstvoedingspauzes.
 - Zwangerschapsverlof, met uitzondering van het verlof voor verminderde prestaties vóór de bevalling.
 - Vaderschapsverlof.
 - Opvangverlof wegens adoptie.
 - Ouderschapsverlof.
 - Ziekteverlof.
 - Dienstvrijstelling voor preventief geneeskundig onderzoek.
 - Verlof om palliatieve zorgverlening.
 - Politiek verlof.

§ 2. Bij zijn ambtsbekleding in een kabinet mag een gedetacheerd personeelslid het saldo van zijn jaarlijkse verlofdagen van voorgaande jaren niet gebruiken. Dit saldo is bevroren tot het einde van de detachering.

§ 3. De andere nadere regels voor de toekenning en de overdracht van verlof worden geregeld in de omzendbrief ter uitvoering van dit besluit.

§ 4. Het gedetacheerde personeelslid dat met verlof is bij zijn werkgever van herkomst, kan dit verlof blijven genieten tot het einde ervan bij zijn detachering bij het kabinet.

Art. 34. § 1. De nadere regels met betrekking tot het politiek verlof worden geregeld in de omzendbrief tot uitvoering van dit besluit.

§ 2. Gelet op de kenmerken van de SePAC, zijn opdrachten en de neutraliteit die noodzakelijk is voor de uitoefening van zijn ambten ten aanzien van de ministeriële kabinetten, kan elk personeelslid dat tot de SePAC behoort, op geen enkel niveau een politiek mandaat uitoefenen, noch een ambt uitoefenen dat ermee kan worden gelijkgesteld, noch een verlof van politieke aard genieten.

Afdeling 9. — Diverse kosten, financiële tegenwaarde en autogebruik

Art. 35. § 1. De personeelsleden van het kabinet kunnen een abonnement nemen op een openbaarvervoermiddel, van hun woonplaats of gewone verblijfplaats tot de vestigingsplaats van het kabinet.

Het abonnement van een gedetacheerd personeelslid, zelfs onbezoldigd, valt ten laste van het kabinet.

§ 2. Bij een met redenen omkleed afwijkingsbesluit van de betrokken Minister kan een financiële tegenwaarde worden toegekend die de kosten vertegenwoordigt van een abonnement op het openbaar vervoer voor de reis van de woonplaats of de gewone verblijfplaats naar de plaats van tewerkstelling. Deze tegenwaarde wordt toegekend in verhouding tot de prestaties. Om hiervoor in aanmerking te komen, verstrekken de personeelsleden een afschrift van het kentekenbewijs waaruit blijkt dat het om hun eigen voertuig gaat of een persoon die tot het huishouden behoort. Studenten en deskundigen mogen noch de financiële tegenwaarde noch een ambtswagen die door het bedrijf ter beschikking wordt gesteld, genieten.

Art. 36. Binnen de perken van de begrotingskredieten van het kabinet wijst de Minister de andere personeelsleden van zijn kabinet aan die gemachtigd zijn om hun persoonlijke voertuigen voor de dienst te gebruiken onder de voorwaarden die voor de ambtenaren van de Regeringsdiensten zijn vastgesteld en stelt hij het jaarlijks aan hen toe te kennen individuele kilometerquotum vast. Dit quotum mag niet meer bedragen dan 12 000 km per jaar en per begunstigde.

Het tarief van de kilometervergoeding wordt vastgesteld overeenkomstig het koninklijk besluit van 18 januari 1965 tot vaststelling van de algemene regels inzake reiskosten, en in juli van elk jaar geïndexeerd via een omzendbrief van de federale macht die dit bedrag aanpast.

Art. 37. § 1. De telefoon- en internetkosten van de Minister worden gedekt door de begroting van het kabinet, op grond van bewijsstukken en rekening houdend met de wettelijke bepalingen betreffende de voordelen van welke aard dan ook.

§ 2. De kosten van het abonnement op het mobiele en datanetwerk van de personeelsleden van het kabinet vallen ten laste van het kabinet op grond van bewijsstukken. De bepalingen inzake uitkeringen of voordelen van welke aard dan ook zijn van toepassing boven bepaalde bedragen die in de omzendbrief op forfaitaire basis zijn vastgesteld. De kabinetssecretariaten zullen in dit verband verwijzen naar het reglement van de RSZ.

Afdeling 10. — Einde van het ambt en einde van de detachering

Art. 38. § 1. De Regering stelt een einde aan het ambt of de detachering van de kabinetschef.

§ 2. De kabinetschef kan bij Regeringsbesluit worden gemachtigd de eretitel van zijn ambt te voeren, mits hij dit ambt gedurende minstens twee jaar heeft uitgeoefend.

Voor de berekening van deze twee jaar kan de Regering rekening houden met de duur van de diensten die het kabinetschef heeft verleend bij een Regering van een ander bestuursniveau, op voorwaarde dat er geen onderbreking van de continuïteit is.

§ 3. De betrokken Minister stelt een einde aan het ambt of de detachering van de andere leden van het kabinet.

Art. 39. De Regering stelt een einde aan het ambt of de detachering van de secretaris van de Regering.

Art. 40. § 1. Op gezamenlijk voorstel van de Ministers-presidenten van de Regering van de Franse Gemeenschap en de Waalse Regering kunnen het ambt of de detachering van de directeur van de SePAC worden beëindigd door een beslissing van de gezamenlijke Regeringen.

§ 2. De Minister-president van de Waalse regering kan het ambt of de detachering van SePAC-personeel dat ten laste van het Waalse Gewest valt, beëindigen.

§ 3. De Minister-president van de Regering van de Franse Gemeenschap kan het ambt of de detachering van SePAC-personeel dat ten laste van de Franse Gemeenschap valt, beëindigen.

§ 4. De aanstelling van de SePAC-ambtenaar als deskundige op 1/10^e-tijd in de andere deelstaat eindigt automatisch.

§ 5. De nadere regels voor de beëindiging van de ambtstermijn of van de detachering worden vastgelegd in de omzendbrief ter uitvoering van dit besluit.

Art. 41. § 1. De Minister kan een forfaitaire vertrektoelage toekennen aan personeelsleden die een ambt hebben uitgeoefend in een kabinet en die geen ander inkomen hebben.

§ 2. In afwijking van § 1 kan de Minister een forfaitaire vertrektoelage toekennen aan de personen die een ambt in een kabinet hebben bekleed en die geen ander beroepsinkomen hebben als:

- a) werkloosheidsuitkeringen of wettelijke vergoedingen voor ziekte of invaliditeit of voor moederschapsrust;
- b) de bezoldiging verbonden aan de uitsluitende uitoefening van één of meer deeltijdse ambten;
- c) een overlevingspensioen of het leefloon dat door een openbaar centrum voor maatschappelijk welzijn wordt toegekend.

Na weging wordt de forfaitaire vertrektoelage verminderd met de bruto-inkomsten voortkomend uit de punten a), b) en c) voor de overeenstemmende periode.

§ 3. De vaste vertrektoelage wordt toegekend ten belope van :

- één maand toelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van drie tot en met zes maanden;
- twee maanden toelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van meer dan zes tot en met twaalf maanden;
- drie maanden toelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van meer dan twaalf tot en met achttien maanden;
- vier maanden toelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van meer dan achttien tot en met vierentwintig maanden;
- hoogstens vijf maanden toelage voor een ononderbroken activiteitsperiode van meer dan vierentwintig maanden.

§ 4. Voor de bepaling van de ononderbroken activiteitsperiode bedoeld in §3 van dit artikel, komt in aanmerking, de tijd doorgebracht in een ander ministerieel kabinet dan het kabinet waaronder het personeelslid ressorteert, voor zover er geen activiteitsonderbreking plaatsvond tussen het begin en het einde van de ambtsuitoefening binnen de ministerieële kabinetten.

§ 5. Het brutomaandbedrag van de forfaitaire vertrektoelage is het geïndexeerd brutomaandbedrag van de jaarlijkse kabinetstoelage die als wedde geldt, bedoeld in artikel 17 betreffende de laatste activiteitswedde die de betrokken persoon heeft uitgeoefend gedurende minstens drie maanden, gewogen op grond van de regeling voor de prestaties, met inbegrip, in voorkomend geval, van het bedrag van de vermeerdering die eventueel zou zijn toegepast, de vaste maandtoelage bedoeld in artikel 21 of de hard- of standplaatstoelage.

Tijdens het referentiejaar van het einde van de zittingsperiode mag noch een verhoging van de kabinetstoelage die als wedde geldt, noch een vermeerdering worden toegekend.

§ 6. De forfaitaire vertrektoelage wordt in maandelijkse termijnen toegekend. Voorwaarde voor de toekenning is dat de betrokkene elke maand een verklaring op erewoord indient, waaruit blijkt dat hij voor de betrokken periode geen enkele beroepsactiviteit heeft uitgeoefend of dat hij zich in een van de in § 2 bedoelde omstandigheden bevindt.

§ 7. De oorspronkelijke ordonnateur of zijn afgevaardigde wordt ertoe gehouden, zonder verwijl, alle gegevens aan de SePAC mee te delen die noodzakelijk zijn voor de berekening van de forfaitaire vertrektoelage voor elke begunstigde.

§ 8. Aan personeelsleden die ontslag nemen, met pensioen zijn of met pensioen gaan of wier werkzaamheden wegens ernstige fout zijn beëindigd, wordt geen forfaitaire vertrektoelage verschuldigd. Er wordt geen forfaitaire vertrektoelage toegekend aan gedetacheerd personeel, personeel waarvan de wedde van de oorspronkelijke werkgever is geschorst, deskundigen en studenten.

Ernstige fout moet niet worden erkend als ernstige fout in de zin van de Arbeidsovereenkomstenwet, maar als wangedrag dat is vastgesteld met betrekking tot de dienstbetrekking die de vertrouwensrelatie tussen het personeelslid en de Minister waarvan hij afhankelijk is, definitief heeft verbroken.

§ 9. Het besluit van ambtsbeëindiging vermeldt de mogelijke toekenning van de forfaitaire vertrektoelage. De voorwaarden voor de toekenning van de toelage zullen echter worden nagegaan door de SePAC.

§ 10. De nadere regels voor de toekenning en berekening van de forfaitaire vertrektoelage worden geregeld in de omzendbrief ter uitvoering van dit besluit.

Art. 42. Aan het einde van de detachering en in functie van het statuut van de oorspronkelijke werkgever, kan aan de gedetacheerde personeelsleden een verlof van kabinetseinde van ten hoogste één werkdag per maand detachering, of pro rata als de gedetacheerde medewerker deeltijdse prestaties verrichtte, worden toegekend, met een minimum van drie werkdagen en een maximum van vijftien werkdagen. Het wordt toegekend door de ambtsoverheid waaronder zij ressorteren op basis van het ministerieel besluit ter beëindiging van de detachering.

Art. 43. § 1. Indien de aangewezen personeelsleden om dienstredenen niet in staat zijn geweest hun jaarlijkse vakantieverlof geheel of gedeeltelijk op te nemen vóór de definitieve beëindiging van hun ambten, ontvangen zij voor de niet-opgenomen verlofdagen een compensatietoelage die gelijk is aan de laatste wedde.

§ 2. Het verlof dat in aanmerking moet worden genomen, is dat van het lopende jaar, naar rata van het stelsel en de periode van de prestatie, alsmede het verlof dat om dienstredenen werd overgedragen.

§ 3. Deze compensatietoelage wordt niet toegekend aan de personeelsleden die een forfaitaire vertrektoelage ontvangen, noch aan studenten, noch aan deskundigen, noch aan gedetacheerde personeelsleden.

§ 4. Voor de toepassing van dit artikel is de in aanmerking te nemen wedde het geïndexeerde maandelijkse brutobedrag van de als wedde geldende jaarlijkse kabinetstoelage bedoeld in artikel 17, gewogen overeenkomstig de prestatieregeling, met inbegrip, in voorkomend geval, van het bedrag van een eventuele verhoging van deze toelage, de in artikel 21 bedoelde maandelijkse forfaitaire toelage of de hard- of verblijfstoelage.

Afdeling 11. — Cel voor het einde van het kabinet

Art. 44. § 1. Naar aanleiding van een verandering van legislatuur of van de vervanging van één of meer Minister(s), met het oog op een harmonieuze machtsoverdracht, kan een cel samengesteld als volgt blijven werken in elk van de ministeriële kabinetten voor een maximale periode van één maand:

- de uittredende kabinetssecretaris;
- de uittredende afgevaardigde ordonnateur behoudens als dat ambt door de uittredende kabinetssecretaris uitgeoefend wordt;
- de uittredende boekhouder;
- de uittredende informatica-correspondent behoudens als het informaticabeheer door de SePAC wordt waargenomen;
- een uittredende medewerker;
- een uittredende chauffeur.

Deze aanstelling maakt het voorwerp uit van een ad hoc ministerieel besluit ondertekend door de uittredende Minister.

§ 2. De cel voor het einde van het kabinet heeft tot opdracht het overdragen van de ter beschikking gestelde lokalen en logistieke middelen in perfecte staat van werking voor het nieuwe kabinet.

§ 3. De Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap worden belast met het opstellen, als technisch adviseur, van de plaatsbeschrijving, en met de controle op de werken die uitgevoerd moeten worden in de lokalen bezet door de ministeriële kabinetten. Ze zijn verder belast met het antwoorden op het eerste verzoek op de behoeften voortvloeiend uit de werking van de ministeriële kabinetten.

Afdeling 12. — Medewerkers van de Ministers die hun opdracht verlaten

Art. 45. Personeelsleden kunnen ter beschikking worden gesteld van elk lid van de aftredende Regering dat geen ministerieel ambt meer bekleedt.

Art. 46. § 1. De personeelsleden die ter beschikking worden gesteld van de Ministers die hun ambt neerleggen, worden aangewezen of gedetacheerd door de Minister-president van de werkende regering op voorstel van de minister die het ambt neerlegt.

§ 2. Zij staan onder het gezag van de Minister-president van de werkende regering. Het administratief beheer van hun dossier wordt aan de SePAC toevertrouwd.

Art. 47. § 1. Er zijn twee medewerkers ter beschikking gesteld bij een minister die zijn ambt heeft beëindigd, waaronder maximaal 1 medewerker die een ambt van niveau 1 bekleedt en 1 andere medewerker.

Zij kunnen ter beschikking worden gesteld van elk lid van de aftredende Regering dat geen ambt van minister meer bekleedt, gedurende een periode die ingaat op de datum van zijn ontslag. De duur wordt berekend naar rata van de duur van het door de Minister uitgeoefende ministeriële mandaat, maar mag niet minder dan één jaar en niet meer dan vijf jaar bedragen. Bij de vaststelling van de termijn wordt rekening gehouden met de ononderbroken uitoefening van ministeriële mandaten binnen een of meer Regeringen.

§ 2. De in § 1 vastgestelde ambtenverdeling kan slechts worden gewijzigd met instemming van de Minister-president van de ambtsvoerende regering, zonder dat het maximumaantal berekend in voltijdsequivalent personeelsleden en het niveau van de personeelsleden overschreden mogen worden. De minimale arbeidstijd van deze personeelsleden mag niet korter zijn dan een halve dag.

De toegestane afwijkingen worden meegedeeld aan de vicepresidenten van de werkende Regering.

§ 3. Indien het lid van de aftredende Regering tevens lid is van de Waalse Regering of van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest, mag het maximale aantal personeelsleden waarover hij beschikt, het in het eerste lid bedoelde aantal niet overschrijden.

Art. 48. § 1. De bezoldiging die wordt toegekend aan de aangewezen personeelsleden die ter beschikking worden gesteld van de ministers die het ambt verlaten, is gelijk aan de bezoldigingsschalen die van toepassing zijn op het Ministerie van de Fédération Wallonie - Bruxelles. De salarisschalen zijn de volgende:

- niveau 1-ambtenaar: 120/1 schaal;
- niveau 2+ medewerker: 260/3 schaal;
- niveau 2-medewerker: 210/2 schaal.

Zowel de graad als de werkelijke anciënniteit zullen worden vastgesteld en gevaloriseerd overeenkomstig de regels die van toepassing zijn binnen het Ministerie van de Fédération Wallonie - Bruxelles.

§ 2. Gedetacheerde personeelsleden die ter beschikking worden gesteld van de Ministers die hun ambt neerleggen, ontvangen de volgende jaarlijkse kabinetstoelage:

- voor ambtenaren van niveau 1, een bedrag tussen 3 402,84 euro en 6 465,39 euro;
- voor medewerkers, een bedrag tussen 2.381,99 euro en 4.423,69 euro.

§ 3. Deze ambtenaren hebben geen recht op enige verhoging of vergoeding, abonnement of financiële tegenwaarde, maaltijdcheques, kosten of terugbetalingen van welke aard dan ook, noch op een forfaitaire vertrektoelage.

Art. 49. Hun administratieve standplaats wordt vastgesteld op de woonplaats van de Minister die het ambt heeft neergelegd.

Art. 50. De Minister-president van de werkende Regering beëindigt de ambten of de detachering van bij de ministers ter beschikking gesteld personeel dat zijn functie verlaat, uiterlijk aan het einde van de vastgestelde periode van terbeschikkingstelling.

Afdeling 13. — Toezicht

Art. 51. § 1. Alvorens de laatste hand te leggen aan detacheringen en aanwijzingen of latere administratieve of financiële wijzigingen, zenden de kabinetten en cellen een afschrift van de ontwerpen van besluiten, samen met het gegevensblad en het aanwervingsformulier, aan de SePAC, die tot opdracht heeft binnen vier werkdagen na te gaan of de bewoording ervan in overeenstemming is met de wettelijke en bestuursrechtelijke bepalingen en zich ervan te

vergewissen dat de beschikbare begrotingsmiddelen op de basisartikelen betreffende de wedden en vergoedingen van het kabinet volstaan om de daarmee samenhangende uitgaven te dekken.

§ 2. De betrokken kabinetten en cellen sturen vervolgens één origineel en twee voor eensluidend verklaarde afschriften van elk besluit aan de SePAC. De SePAC vraagt het visum aan van de secretaris van de Regering die belast is met het toezicht op de samenstelling van de ministeriële kabinetten en het Regeringssecretariaat, die de besluiten viseert en afstempelt en terugstuurt naar de SePAC, die pas na ontvangst van de bedoelde besluiten tot de vereffening van de bezoldigingen kan overgaan.

Afdeling 14. — Varia

Art. 52. Richtlijnen, dienstorders en dossiers betreffende de Administratie, die onder de bevoegdheid van de Minister vallen, worden door de kabinetschef meegedeeld.

Hetzelfde geldt voor de directeur van de SePAC, die de rang van kabinetschef heeft met betrekking tot de opvolging van de Regeringsbeslissingen in verband met de administratie, het onderzoek van de dossiers in samenwerking met de administratie of het dagelijks beheer van de gebouwen die ter beschikking worden gesteld van de ministeriële kabinetten, het Regeringssecretariaat of de SePAC.

Met uitzondering van de kabinetssecretaris of de ordonnateur afgevaardigd voor de uitoefening van hun ambtsbevoegdheden, kunnen de kabinetspersoneelsleden uitsluitend via de kabinetschef of met diens toestemming met de Administratie contact opnemen.

Art. 53. § 1. Voor elke aankoop van 15.000 euro of meer (exclusief BTW) is vooraf het advies van de bij de Minister-president geaccrediteerde Inspecteur van Financiën vereist.

Voor elke aankoop gelijk aan of groter dan euro 8.500 (exclusief BTW) moet informatie worden meegedeeld aan de Inspectie van Financiën.

§ 2. Voor elke aankoop van een voertuig is het advies van de Inspectie van Financiën vereist.

§ 3. De regels inzake overheidsopdrachten zijn van toepassing.

Afdeling 15. — Slotbepalingen

Art. 54. § 1. Alle bepalingen van dit besluit zijn van toepassing op het Regeringssecretariaat en de SePAC.

§ 2. Alle bepalingen van dit besluit zijn van toepassing op de fiscale cel van de Franse Gemeenschap voor alle aspecten die niet specifiek geregeld worden door het oprichtingsbesluit.

Art. 55. § 1. Een omzendbrief van de Regering van de Franse Gemeenschap bepaalt en harmoniseert de procedures voor de uitvoering van dit besluit.

§ 2. De bepalingen van de in § 1 bedoelde omzendbrief zijn eveneens van toepassing op de fiscale cel van de Franse Gemeenschap.

Art. 56. De werkingsregels zijn vastgelegd in een gemeenschappelijk huishoudelijk reglement dat van toepassing is op alle medewerkers van het ministeriële kabinet en het Regeringssecretariaat.

Elk kabinet kan er zijn eigen regels aan toevoegen overeenkomstig de beginselen die in de gemeenschappelijke basis zijn uitgestippeld.

Art. 57. Het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 25 juli 2014 betreffende de kabinetten van de Ministers van de Regering van de Franse Gemeenschap, wordt opgeheven.

Art. 58. Dit besluit treedt in werking op 17 september 2019.

Art. 59. De Ministers zijn, ieder wat hem/haar betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.
Brussel, 20 september 2019.

De Minister-President,
P.-Y. JEHOLET

De Vice-President en Minister van Begroting, Ambtenarenzaken, Gelijke Kansen
en belast met het toezicht op "Wallonie-Bruxelles Enseignement",
F. DAERDEN

De Vice-President en Minister van Kind, Gezondheid, Cultuur, Media en Vrouwenrechten,
B. LINARD

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor Sociale Promotie, Universitaire Ziekenhuizen,
Hulpverlening aan de Jeugd, Justitiehuisen, Jeugd, Sport en de Promotie van Brussel,
V. GLATIGNY

De Minister van Onderwijs,
C. DESIR

Inhoud

- Afdeling 1 – De actoren van de Regering van de Franse Gemeenschap
- Afdeling 2 – Samenwerking met de Waalse Regering
- Afdeling 3 – Globaal maximumbedrag van de bestaansmiddelen en definitie van de vermenigvuldigende personeelssterkte
- Afdeling 4 – Samenstelling
- Afdeling 5 – Aanwijzingen en detacheringen
- Afdeling 6 – Toelagen en vergoedingen
- Afdeling 7 – Rechtspositie en andere statutaire bepalingen
- Afdeling 8 – Verloven
- Afdeling 9 – Diverse kosten, financiële tegenwaarde en autogebruik

Afdeling 10 - Einde van het ambt en einde van de detachering
Afdeling 11 - Cel voor het einde van het kabinet
Afdeling 12 - Medewerkers van de Ministers die hun opdracht verlaten
Afdeling 13 - Toezicht
Afdeling 14 - Varia
Afdeling 15 - Slotbepalingen

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST**SERVICE PUBLIC DE WALLONIE**

[C - 2019/14813]

18 JUILLET 2019. — Arrêté du Gouvernement wallon déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de distribution d'hydrogène sous forme gazeuse destiné aux véhicules à moteur et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement

Le Gouvernement wallon,

Vu le décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement, les articles 4, modifié par les décrets des 24 octobre 2013, 20 juillet 2016, 13 mars 2014 et 4 octobre 2018, 5, 7, modifié par le décret du 22 novembre 2007, 8, modifié par le décret du 24 octobre 2013, 9, 17, § 1^{er}, et 83, modifié par le décret du 20 juillet 2016 ;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement;

Vu le rapport du 29 mars 2019 établi conformément à l'article 3, 2°, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales ;

Vu l'avis 66.016/4 du Conseil d'État, donné le 15/05/2019, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2°, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon 10 décembre 2015 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de distribution de carburants destinées à l'alimentation en carburant alternatif gazeux de réservoir de véhicules à moteur, lorsqu'il s'agit de gaz naturel comprimé et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 arrêtant la liste des projets soumis à étude d'incidences et des installations et activités classées ainsi que l'arrêté du Gouvernement wallon du 4 juillet 2002 relatif à la procédure et à diverses mesures d'exécution du décret du 11 mars 1999 relatif au permis d'environnement ;

Considérant l'arrêté du Gouvernement wallon du 13 décembre 2018 déterminant les conditions sectorielles relatives aux installations de distribution de carburants destinés à l'alimentation en carburant alternatif gazeux de réservoir de véhicules à moteur, lorsqu'il s'agit de gaz naturel liquéfié et modifiant divers arrêtés du Gouvernement wallon relatifs au permis d'environnement ;

Considérant que le présent arrêté a été communiqué à la Commission européenne en date du 12 avril 2019 conformément à l'article 5, paragraphe 1^{er}, de la directive 2015/1535/UE du Parlement européen et du Conseil du 9 septembre 2015 prévoyant une procédure d'information dans le domaine des normes et réglementations techniques et des règles relatives aux services de la société de l'information ; que la Commission européenne n'a pas fait d'observation sur le présent arrêté ;

Considérant que la directive 2014/94/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs fixe, en son annexe II, point 2, des spécifications techniques communes pour les points de ravitaillement en hydrogène pour véhicules à moteur ;

Considérant que les risques pour l'environnement et pour l'homme sont tels qu'une autorisation est requise pour chaque installation de distribution de carburant alternatif ;

Considérant toutefois qu'une seule condition sectorielle ne peut pas appréhender tous les risques que comportent toutes les installations de distribution de tous les carburants alternatifs gazeux ;

Considérant que la directive 2012/18/UE du Parlement européen et du Conseil du 4 juillet 2012 concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, modifiant puis abrogeant la directive 96/82/CE du Conseil, dite SEVESO 3, transposée par l'accord de coopération du 16 février 2016 entre l'Etat fédéral, la Région flamande, la Région wallonne et la Région de Bruxelles-Capitale concernant la maîtrise des dangers liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses s'applique à l'hydrogène dès lors que certains seuils de quantités présentes sur les sites sont atteints; qu'en deçà de ces seuils, il y a lieu de s'assurer que les dossiers demande de permis contiennent toutes les informations nécessaires à l'examen de la gestion des risques prévue le demandeur ;

Considérant le règlement délégué (UE) 2018/674 de la Commission du 17 novembre 2017 complétant la directive 2014/94/UE du Parlement européen et du Conseil en ce qui concerne les points de recharge pour les véhicules à moteur de catégorie L, l'alimentation électrique à quai pour les bateaux de navigation intérieure et les points de ravitaillement en GNL pour les transports par voie d'eau, et modifiant cette directive en ce qui concerne les connecteurs de véhicules à moteur pour le ravitaillement en hydrogène gazeux ;

Considérant que la norme ISO 17268 : 2012 relative aux dispositifs de raccordement pour le ravitaillement des véhicules à moteur en hydrogène gazeux vise les différentes parties du connecteur ; qu'il y a lieu ici de considérer uniquement la partie attenante aux installations de distribution d'hydrogène ; que les spécifications techniques de la partie attenante au véhicule ne sont pas de la compétence de la Région ;

Sur la proposition du Ministre de l'Environnement ;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Champ d'application et définition

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose partiellement la directive 2014/94/UE du Parlement européen et du Conseil du 22 octobre 2014 sur le déploiement d'une infrastructure pour carburants alternatifs.